

# *l'ena*

*hors les murs*

Magazine des Anciens Élèves de L'ENA

[www.aaeena.fr](http://www.aaeena.fr)

dossier

# Regards sur 2012



Frances P. Ryan  
Photographe  
06 13 72 27 50  
fpryan@live.fr  
Coupé  
Extrait du livre Paris à l'envers,  
Paris upside down  
Éditions du Chameau



dossier

« C'est que nous avons, à la vérité, renversé toutes les tyrannies, sauf une seule, la plus dure : la tyrannie des préjugés »

Charles Benoist – 1893

# sommaire

Décembre 2012 – Numéro 427 – 5 €

## Éditorial

Christine Demesse

## Dossier : Regards sur 2012

04	Adapter notre protection sociale aux nouveaux risques	Karim Émile Bitar
06	La qualité du travail nous permettra de gagner la bataille de la compétitivité	Marisol Touraine
08	La « Réussite éducative »	Michel Sapin
10	Réorienter l'Europe : pour une croissance solidaire	George Pau-Langevin
12	La crise est avant tout une crise de la volonté politique	Bernard Cazeneuve
14	La création d'un superviseur bancaire européen	Nicolas Dupont-Aignan
16	Le couple franco-allemand	Michel Barnier
18	La compétitivité européenne	Susanne Wasum-Rainer
20	Peut-on relancer la construction européenne ?	Tokia Saifi
22	L'Europe sociale face à la crise	Fabio Liberti
25	2012 : après la crise, la crise	Yves Barou
27	L'économie française en 2012	Paul Jorion
29	Chroniques diplomatiques de l'année 2012	Thomas Guérolé et Arnaud Lavalade
32	2012 : mise en place d'une nouvelle configuration stratégique	Jean-Marc Châtaigner
34	L'année 2012 aux États-Unis	Frédéric Charillon
36	La Russie en 2012, le régime contesté	Thomas Snegaroff
38	L'année 2012 en Afrique du Nord et au Sahel	Marie Mendras
40	Un monde arabe en turbulences	Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou
42	L'Asie centrale, un enjeu géopolitique	Didier Billion
44	Dérives identitaires, fondamentalismes, pluralisme et vivre ensemble en 2012	Patrice Gourdin
46	Du « Sahara français » à l'Azawad	Bahjat Rizk
49	Physique fondamentale : une découverte majeure en 2012	Francis Faye
52	L'année du livre numérique	Olivier Drapier
54	L'année du cinéma	Françoise Benhamou
56	Le sport en 2012 : de l'Olympe aux bas-fonds	Olivier Hébrard
60	L'année littéraire 2012	Patrick Gautrat
64	Liaison ferroviaire Lyon Turin	François Broche

66	ASSURANCE > La France, un modèle pour l'Europe	Marc Bezançon
69	AUDIOVISUEL > Quel avenir pour l'Audiovisuel extérieur de la France	Marie-Christine Saragosse
72	AUDIOVISUEL > L'Ina, acteur du « soft power » français	Mathieu Gallet
75	BANQUE > Banque Transatlantique : une banque pleine d'ambition	Vincent Joulia
77	ÉCONOMIE > Faut-il réduire les dépenses publiques ?	Pierre-Mathieu Duhamel
81	LOGEMENT > Il y a urgence !	Jean-Michel Ciuch
83	LOGEMENT SOCIAL > Casser la ghettoïsation	Patrick Doutreligne
87	MANAGEMENT > Savoir grandir	Jean-Michel Grunberg et Rudolph Hidalgo
89	PPP > La BAD joue un rôle clé dans les besoins de développement des PPP	Donald Kaberuka
92	PPP > De l'efficacité et de la performance des services publics locaux	Pierre-Emeric Chabanne
95	PPP > L'avenir des PPP appartient aux collectivités	Gérard de Pablo
97	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE > Protéger la marque	Claire Dorland-Clauzel
99	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE > Brevet unitaire : changement de donne	Xavier Demulsant
102	PROTECTION SOCIALE > Pari sur l'avenir	Alain Arnaud
103	SANTÉ > EFS « Nous sommes garants de toute la chaîne transfusionnelle »	Samuel Valcke
107	SANTÉ > ONIAM : une voie alternative au contentieux	Erik Rance
110	SOCIÉTÉ > Projet de loi : Mariage pour tous !	Christian Bénasse
113	TRANSPORT > Les ports français, une force pour l'économie nationale	Jean-Claude Terrier

Entretiens réalisés par Philippe Brousse

## enaassociation

116	Hommage à Jacques Viot	Philippe Husson
118	Signature du protocole avec l'Association congolaise	Joseph-Louis Bot Isangamela
119	Colloque sous tension au pays du Sphinx	Jean-Pierre Hoss
119	Les lundis de l'Ena	
121	Carnets	

## Temps libre

124	Signets : La boîte à livres	Robert Chelle
130	Mélomanie	Arnaud Roffignon et Christophe Jouannard
140	Éphéméride : 2 décembre 1804 : « le sacre de Napoléon »	Nicolas Mietton

l'ena  
hors les murs

226, boulevard Saint-Germain – 75007 Paris  
Tél. : 01 45 44 49 50 – Fax : 01 45 44 02 12  
site : http://www.aaeena.fr  
Mél : bderome@aaeena.fr

Directeur de la publication : Christine Demesse

Directeur de la rédaction : Karim Émile Bitar

Directeur adjoint de la rédaction :

Jean-Christophe Gracia

Conseiller de la rédaction : François Broche

Secrétaire de rédaction : Bénédicte Derome

Comité de rédaction : Isabelle Antoine, Didier Bellier-Ganière, Jean-Marc Châtaigner, Robert Chelle, Jean-François Court, Emmanuel Droz, Bernard Dujardin, Patrick Gautrat, Stephan Geifes, Isabelle Gougenheim, Françoise Klein, Aurélie Lorrain-Itty, Claude Revel, Arnaud Roffignon, Jean-Charles Savignac, Didier Serrat, Maxime Tandonnet, Laurence Toussaint.

Conseil d'administration de l'association des anciens élèves de l'école nationale d'administration :

BUREAU

Président : Christine Demesse

Vice-présidents : Patrick Gautrat, Odile Pierart, Sophie Thibault

Secrétaire général : Arnaud Geslin

Secrétaires généraux adjoints : Béatrice Buguet, Jean-Christophe Gracia

Trésorier : Véronique Bied-Charreton

Trésorier adjoint : Dominique Dalmas

MEMBRES DU CONSEIL

Agnès Arcier, Didier Bellier-Ganière, Jean-Étienne Caire, Jean Daubigny, Michel Derrac, Patrice Diebold, Christian Dubreuil, Simon Fetet, Maurice Ligot, Myriem Mazodier, Olivier Rateau, Constance Rivière, Arnaud Roffignon, Jean-Philippe Saint-Geours, Laurent Stéfani, Pierre-Antoine Vacheron, Jérôme Veronneau.

Publicité : MAZARINE

Tél. : 01 58 05 49 17 – Fax : 01 58 05 49 03

Directeur : Paul Emmanuel Reiffers

Annonces et publicités : Yvan Guglielmetti

Mise en page, fabrication : Claudine Foucault

Conception maquette et Direction artistique :

Bruno Ricci – bruno@bruno-r.com

Compogravure, impression et brochage :

Imprimerie Chirat

Dépôt légal : 36914

© 2003 L'ENA Hors les murs

N° de commission paritaire :

0414 G84728/ISSN 1956-922X

Prix : 5,00 €

Si vous désirez vous abonner à L'ENA Hors les murs, voir les bulletins d'abonnement pages 5, 17, 41, 118

Abonnement normal : 52,00 €

Anciens élèves : 35,00 €

Étranger : 85,00 €

Prochain dossier : la compétitivité internationale



## Regards sur 2012

# L'année 2012 en Afrique du Nord et au Sahel



Par **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou**

Professeur invité à l'Institut de Hautes études internationales et du Développement  
Directeur du Programme régional du Centre de politique de sécurité de Genève.

***La première année de l'après-printemps arabe a été marquée, au Maghreb et au Sahel, par un approfondissement de la rupture qu'ont représenté les soulèvements de 2011. Cette évolution s'est traduite par un double mouvement suivant lequel, d'un côté, les dynamiques de transformations révolutionnaires ont entamé leur incertaine mue en celles de transitions politiques, et de l'autre, le legs de l'autoritarisme déposé a engendré des désordres sociopolitiques et sécuritaires, dont la gestion s'est, derechef, révélée ardue. De la résolution ou l'irrésolution de ces tensions dépendra, ultimement, la nature de ces transitions.***

Alors que débute 2012, le *momentum* révolutionnaire – qui avait vu, à l'hiver et au printemps 2011, une succession *staccato* d'événements infirmant les explications « ontologiques<sup>1</sup> » d'absence de démocratie arabe et aboutissant au départ ou à la mort de quatre chefs d'État arabes (dont trois en Afrique du Nord et au Machrek) – est en train de marquer une pause. Si celle-ci est, pour partie, causée par la résistance de Bachar al Assad en Syrie, elle est également marquée par la fin du président libyen, Mouammar Kadhafi, dont le lynchage clôt violemment le premier acte d'un printemps arabe jusque-là imprégné d'espoirs de lendemains meilleurs et pacifiques.

### Bascule historique

Trois grandes lignes de développements vont émerger au cours des mois suivants: le passage de la phase révolutionnaire ou de réforme à la phase de transition, la complexification de la scène politique à la faveur de l'arrivée de l'islam politique à la direction des appareils étatiques et la détérioration de la situation sécuritaire au lendemain, notamment, de la révolution libyenne.

Le printemps arabe ayant représenté un mouvement de bascule historique par lequel, à la différence des genèses du nationalisme arabe ou de l'islamisme, le changement sociopolitique est intervenu au sein du monde arabe par le Maghreb et non pas par le Machrek, la seconde phase de cette évolution s'est logiquement jouée en priorité en Afrique du Nord.

En Tunisie, où les premiers soulèvements avaient eu lieu, le processus post-révolutionnaire avance tant bien que mal, globalement marqué par une certaine stabilité, et les soubresauts que connaît le pays, notamment à l'occasion d'activisme de plus en plus affirmé de groupes néo-salafistes, n'est pas en mesure de remettre en cause fondamentalement les

avancées démocratiques dans ce pays. Les étapes clés de l'Assemblée constituante (23 octobre 2011) et du choix d'une direction pour la transition (12 décembre 2011) se succèdent et se déroulent sans heurts majeurs.

Au Maroc, où le changement est venu par voie de réforme politique et constitutionnelle (1<sup>er</sup> juillet 2011), l'évolution fait également écho à cette nouvelle donne démocratisante entre État et société.

En Libye, la conciliation des objectifs de changement demeure plus difficile et l'élection réussie d'une Assemblée constituante en juillet est précédée par des affrontements tribaux (mars), l'attaque des bureaux du Comité international de la Croix Rouge (avril), l'occupation de l'aéroport de Tripoli (juin), l'arrestation de responsables de la Cour pénale internationale (juin) et d'atteintes aux droits de l'Homme de prisonniers et de migrants, notamment sub-sahariens.

Alors que dans ces trois pays, le couplage entre l'élaboration de nouvelles règles de représentation, ancrées dans la reconnaissance de l'impact, suscité ou accepté, des révoltes sociales, et le désir de maintien de la stabilité qualifient la nature d'une nouvelle phase historique, l'Algérie voisine est en dissonance. À la mise en récit d'une « exception algérienne », articulée paradoxalement à la fois par les autorités et par l'opposition qui insistent tous deux sur le traumatisme de la guerre civile des années 1990, s'ajoutent une élection parlementaire (10 mai) remportée par le parti au pouvoir, le Front de libération nationale (FLN), et une improbable déconfiture des islamistes – développements qui suscitent plus d'interrogations qu'ils n'apportent de réponses au devenir de ce pays.

### Revanche islamiste

Le second grand développement qui a lieu en 2012 concerne l'arrivée au pouvoir des islamistes qui prennent la direction



des équipes gouvernementales en Tunisie (Ennahda) et au Maroc (Parti de la justice et du développement, PJD), ainsi qu'en Égypte (Parti de la liberté et de la justice, PLJ, et Al Nour). En Libye, où à la fois le Conseil national de transition (CNT) initial, le gouvernement de transition et l'assemblée constituante (par le biais de la prolifération de candidatures dites indépendantes), les islamistes sont les acteurs dominants, cette montée en puissance de l'islamisme s'illustre tout autant. Initialement donné par experts et médias pour « grand perdant » d'un printemps arabe par lequel il aurait été « dépassé », l'islamisme politique arrive assez naturellement à évincer l'ensemble de ses compétiteurs politiques – e-révolutionnaires, démocrates libéraux, proches de l'ancien régime et militaires – à travers l'ensemble de la région.

Actant une revanche sur à la fois l'histoire (le nationalisme avait pris les rênes des mouvements de libération lors de la décolonisation), les régimes tombés (qui les avaient durement réprimés) et les États occidentaux (qui avaient toléré cette répression), les islamistes, notamment en Tunisie et en Égypte, mettent en branle une stratégie de domination de l'espace politique qui, si elle rencontre des importantes résistances locales, s'avère payante à court terme. Elle l'est d'autant plus que les gouvernements occidentaux considèrent ce qui autrefois furent des « dangereux extrémistes » comme désormais des « pragmatiques<sup>2</sup> ».

Le lendemain de longues décennies sous le joug de l'arbitraire est, néanmoins, un contexte particulièrement astreignant, et, au fil des mois, les islamistes ne semblent pas entièrement en mesure d'apporter des réponses convaincantes aux deux défis qui se posent à eux en cette phase initiale, à savoir la démonstration substantielle d'un savoir-faire technocratique pour diriger efficacement les nouvelles équipes gouvernementales et une acceptation explicite du projet démocratique qui dissiperait les accusations de double jeu. Sur un versant, la gestion des islamistes est égrenée de disputes politiciennes et de bras de fer à propos de diverses questions avec médias, universitaires ou syndicats. Sur l'autre, des déclarations du chef du CNT en Libye sur l'imposition de la charia, aux apartés du *leader* d'Ennahda

en Tunisie avec des salafistes les invitant à plus d'activisme au sein de la société, au coup de force constitutionnel par lequel le président égyptien, Mohamed Morsi, s'arroge d'amples pouvoirs constitutionnels, l'année est marquée par une suspicion grandissante à l'égard d'islamistes qui auraient « pris en otage » les révolutions. Aussi, la stratégie des islamistes apparaît, pour l'heure, peu judicieuse puisque l'impatience qu'ils manifestent à assoir leur pouvoir politique risque fort d'aliéner ces mêmes pans de la société qui leur avaient permis la victoire aux urnes, mettant ainsi à mal leur projet de société.

### Insécurité sahélienne

Enfin, l'après-printemps arabe s'illustre en 2012 par une jonction qui s'opère entre le débordement de l'instabilité qui naît immédiatement au lendemain de la chute du régime de Kadhafi en Libye et l'insécurité qui a été grandissante au Sahel depuis le milieu des années 2000. Le retour de chefs touarègues aguerris qui avaient longtemps séjourné en Libye, où ils bénéficiaient des faveurs de Kadhafi qui instrumentalisait diversement leur cause, s'est traduit au nord-Mali par la reprise de la rébellion armée sous la double bannière d'un groupe sécessionniste, le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) et d'un groupe islamiste, Ansar Al Din.

Bénéficiant de la porosité des frontières dans un contexte révolutionnaire libyen, de l'importante prolifération d'armement circulant à travers la zone (notamment la disparition de milliers de missiles anti-aériens portables et de divers stocks d'armes légères) et d'une alliance avec Al Qaida au Maghreb islamique et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'ouest (Mujao), qui contrôlent une large partie du nord-Mali, la révolte touarègue prend entre fin janvier et début mars le contrôle de Tombouctou, Kidal et Gao, suscitant une insurrection militaire à Bamako, qui met fin au régime du président Amadou Amani Touré le 21 mars.

La partition *de facto* du pays entre un gouvernement de transition établi à Bamako dans la difficulté et quatre groupes armés au nord, la division et les combats entre différentes factions militaires et le coup d'arrêt mis à une expérience démocratique en marche depuis 1991 ouvrent une crise

profonde et plurielle qui porte l'insécurité au Sahel à une échelle de crise internationale. Au terme d'une série de réunions et d'une médiation qu'elle mène dans la région, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (Cedeao) demande en décembre au Conseil de sécurité des Nations-unies le soutien d'une intervention armée qu'elle envisage de mener au Mali en 2013.

En dernière analyse, la synthèse de l'imprévisibilité des transitions naissantes en Afrique du Nord et de la volatilité transnationale qui se jouait au ralenti au Sahel depuis quelques années a abouti à créer dans ce vaste ensemble arabo-africain interpénétré un climat où la donne sécuritaire est, aujourd'hui, abordée avec urgence et incertitude. Celle-ci demeure néanmoins largement dépendante d'une donne politique tout autant en mutation, et des choix tactiques opérés dans la phase actuelle par les différents acteurs étatiques et non-étatiques dépendra la configuration émergente du Maghreb et du Sahel. ■

1 - Ghassan Salamé, « Sur la causalité d'un manque : pourquoi le monde arabe n'est-il donc pas démocratique ? », *Revue française de Sciences politiques*, 41, 3, 1991, pp. 307-341.

2 - Hussein Agha et Robert Malley, « This is Not a Revolution », *The New York Review of Books*, 59, 17, 8 novembre 2012.